

RÉSEAUX SOCIAUX, OPINION ET SANTÉ PUBLIQUE EN CÔTE D'IVOIRE : QUAND LA PERCEPTION DES « ALERTES SANTÉ » OSCILLE ENTRE COMLOTISME, RÉCUPÉRATION POLITIQUE ET DÉRISION

Gbété Jean Martin **IRIGO**

irigomartin@upgc.edu.ci/irigomartin@yahoo.fr

Zamblé Théodore **GOIN BI**

Goinbited@yahoo.fr

Hamany Broux De Ismael **KOFFI**

ismael.debroux@yahoo.fr

Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

RÉSUMÉ

En Côte d'Ivoire, la période post-crise de 2010 s'illustre par une forte expansion des réseaux sociaux servant de plus en plus de réponse sociale à un accès limité aux médias publics. On y enregistre les réactions les plus virulentes aux politiques publiques, aux alertes de santé, etc. Cette étude repose sur une analyse des discours populaires collectés sur différents forums soit un total de 500 commentaires portant sur les alertes de santé publique notamment la Grippe aviaire, la MVE, la Fièvre lassa, la Dengue. L'analyse prototypique de contenu du corpus réalisée a permis d'observer trois réactions sociales majeures face aux alertes. Celles-ci semblent d'abord politiquement récupérées et instrumentalisées à travers un cyber activisme dont l'arrière fond incrimine des théories occidentales du complot. En plus de cette convocation de la responsabilité étrangère, les réactions populaires tournent en dérision des conseils de prévention face à des problèmes de santé pourtant réputés extrêmement létaux. *In fine*, un contre-culturalisme semble s'observer en marge des modèles africains de l'étiologie sociale.

MOTS CLÉS

Alerte santé, Réseaux sociaux, Santé publique, Théorie conspirationniste, étiologie sociale

Social networks, Opinions and public health in Côte d'Ivoire : When the perception of « health alerte » oscillate between conspiracy, political recovery, accession and derision

ABSTRACT

In Côte d'Ivoire, the post-crisis period of 2010 is illustrated by a strong expansion of social networks serving more and more as a social response to limited access to the public media. It records the most virulent reactions to public policies, health alerts, etc. This study is based on an analysis of popular speeches collected on different forums, a total of 500 comments on public health alerts including Avian Influenza, EVD, Lassa Fever, Dengue. The prototypical analysis of the content of the corpus made it possible to observe three major social reactions to the alerts. These seem at first politically recovered and exploited through cyber activism, the background of which incriminates Western conspiracy theories. In addition to this summoning of foreign responsibility, popular reactions make a mockery of prevention advice in the face of health problems that are however deemed to be extremely lethal. Ultimately, a counter-culturalism seems to be observed on the fringes of African models of social etiology.

KEYWORDS:

Health Alert, Social Networks, Conspiracy Theory, Public Health, social etiology

INTRODUCTION

L'avènement des réseaux sociaux a donné lieu à un renouveau des rapports sociaux à travers un processus ambivalent de renforcement des liens et de décomposition de ceux-ci. En produisant des modèles sociaux où l'espace public est devenu de plus en plus accessible en ligne en un jeu de clics sur des appareils (téléphones portables, ordinateurs et tablettes) eux-mêmes de plus en plus performants, ils permettent d'aboutir à une réalité nouvelle où politiques et peuples se tutoient. Ainsi, l'actualité n'est plus que jamais discutée que sur Twitter, Instagram, Facebook, Google Plus, Linked In, des espaces sociaux virtuels convoqués pour donner à chacun la possibilité d'entendre et de se faire entendre sur divers sujets d'intérêt public. Au prisme donc de mutations aussi profondes que diversifiées, les réseaux sociaux ont pu changer les conditions, les orientations et les enjeux du débat public puisque « les gouvernants seuls n'ont plus la parole » (P. Trudel, 2018) et les jeux politiques prennent tout leur sens dans l'intérêt qu'ils présentent pour les populations à conquérir.

En Côte d'Ivoire précisément, les réseaux sociaux numériques ont joué un rôle majeur « d'interactivité dans la mobilisation citoyenne lors des deux derniers scrutins présidentiels de 2010 et 2015 » (G. Dagnogo, 2018, p. 2). Cependant dans ce pays, un ensemble de facteurs dont la « brutalisation du jeu politique » depuis la fin des années 90 (C. Vidal, 2003 ; M. Galy, 2005), le conflit armé de 2002 à 2011, la confiscation des médias publics et le musèlement de l'opposition politique (O. Kamga, 2019;

Jeune Afrique, Décembre 2017) ont conduit les acteurs à un recours permanent aux réseaux sociaux numériques devenus un exutoire à la parole confisquée (I. Koffi et al., 2018). À y voir de près, jamais ces espaces sociaux n'ont troublé la quiétude des dirigeants ivoiriens autant que durant ces cinq dernières années :

En si peu de temps, le gouvernement ivoirien et certaines administrations du pays se sont déculottés vis-à-vis de certaines de leurs décisions, et les réseaux sociaux ont probablement joué un rôle majeur dans ces volte-face. La Douane a dû pondre un communiqué, puis animer une conférence de presse, pour expliquer et se justifier sur le dédouanement des articles contenus dans les bagages personnels des voyageurs. L'affaire avait fait grand bruit sur les réseaux sociaux après qu'un internaute ait publié sur la page «touchespasamesbagaes» une vidéo dans laquelle il critiquait les mesures de dédouanement [...] Le 1er mai 2016, à la face du monde, le président Ouattara a dû désavouer ses propres ministres et revenir sur des décisions pourtant prises de concert avec ces derniers en conseil des ministres, au sujet du permis de conduire, de l'électricité, de l'eau (www.linfordrome.com › societe-culture › 26590-cote-d-ivoire-les-rese..).

Parmi ces réseaux sociaux, c'est *Facebook* qui exerce le plus d'attrait sur les internautes avec environ 4 000 000 d'utilisateurs en 2019. À travers la diffusion d'alertes préventives, les autorités ivoiriennes y ont constamment recours comme approche de communication de santé publique. Ce recours pourrait s'expliquer par le fait qu'internet s'illustre comme un outil offrant d'énormes potentialités en matière de communication pour la promotion de la santé, notamment dans des contextes sociaux « aux prises avec des problématiques de santé spécifiques » (D. Leblanc, 2011) comme ceux de l'Afrique en générale et de la Côte d'Ivoire en particulier. Cet usage inclusif des problématiques de la santé sur la toile reste très peu documenté dans la littérature scientifique ivoirienne et on enregistre même des réactions peu ou prou contrastées face aux discours de sensibilisation. Face à un tel vide informationnel, il serait légitime de s'interroger sur la perception que les internautes de Côte d'Ivoire se font des « alertes santé » provenant du gouvernement. Dit autrement, face au recours constant du gouvernement ivoirien aux réseaux sociaux et au regard de l'attrait que ceux-ci exercent sur les internautes, on peut se poser différentes questions. Quelles origines l'imagerie populaire cybernétique ivoirienne associe-t-elle aux menaces sur la santé publique de ces dernières années ? Comment une éducation aux médias peut-elle prendre en compte une meilleure réception de ces discours tout en évitant une « cyber haine » (P. Coen, 2017) ? Dans une perspective plus globale, les objectifs de l'étude s'articuleront autour (i) du rôle joué par les réseaux sociaux dans le débat public durant ces dernières années en Côte d'Ivoire; (ii) de l'identification des imaginaires sociaux associés aux origines des menaces et (iii) des réactions sociales face aux « alertes-santé ». En réponse au questionnement formulé plus haut, l'hypothèse conceptuelle de l'étude postule que les alertes à la prévention de la morbidité semblent détourner de leurs objectifs à travers un cyberactivisme incriminant des théories occidentales du complot et une instrumentalisation. Dans

une telle configuration interactive horizontale, les réactions populaires tournent en dérision des discours préventifs face à des problèmes de santé pourtant réputés extrêmement létaux. *In fine*, un contre-culturalisme semble s'observer en marge des idéologies africaines de l'étiologie sociale.

1. ECLAIRAGE CONCEPTUEL

Dans la présente étude, les concepts de « réseaux sociaux », « d'opinion » et de « santé publique » recouvrent différents contenus qu'il convient de préciser.

1.1. LES RÉSEAUX SOCIAUX : DÉFINITION ET FONCTIONNEMENT

Les réseaux sociaux se trouvent au cœur du web 2.0 et peuvent être définis suivant deux entrées selon D. Cardon (2011). Dans une première entrée, il s'agirait d'« un service web permettant aux individus de construire un profil public ou non, créé par une combinaison de contenu et d'articuler ce profil avec d'autres » (p. 141) et dans une deuxième entrée, d'une approche complémentaire orientée vers des « usages » privilégiant la circulation de l'information. Dans les deux cas, ils (les réseaux sociaux) créent un système de relations entre individus s'interagissant autour de centres d'intérêt communs. Ce système de rapport est devenu un espace social articulé autour de différentes dimensions telles que manières de se rencontrer, de s'informer, de se cultiver, de militer, de consommer, de s'amuser, de se déplacer, d'échanger etc....) avec comme support un ensemble de technologies resautées permettant la connectivité entre des machines connectées (J-S. Beuscart et *al.*, 2016). Aussi, face au caractère dynamique de ces technologies et de leur utilisation, L. Merra (2013) pense que le contexte des nouveaux médias sociaux a permis de créer un « individu média » partageant :

L'idée de ne pas subir une consommation médiatique imposée, face à laquelle il n'aurait d'autre choix que celui d'être passif. Celui-ci veut décider d'agir, de contribuer, de critiquer, en un mot de participer à ces médias, en tant qu'individu seul ou membre d'un collectif, dans une logique d'enrichissement ou de rééquilibrage de la parole médiatique (p. 206).

C'est dire que le réseau social fait allusion aux liens sociaux et aux interconnexions entre les individus. Le modèle ivoirien semble bien s'inscrire dans cette approche. En effet, face à une actualité ivoirienne devenant de plus en plus lourde à supporter (constants soubresauts et effets de la crise postélectorale, inaccessibilité des médias publics aux masses aspirant à une participation politique), les médias sociaux s'illustrent comme une alternative à la divulgation de propos plus ou moins critiques à l'endroit des politiques publiques grâce au réseautage d'amis et des groupes virtuels. Le partage de posts (publications de tous genres) entre internautes dans différents forums sociaux revêt un caractère public à tout le moins pour ceux qui font partie

de la même plate-forme (P. Trudel, op cit) et les interactions conduisent les uns et les autres à se forger des opinions sur les « alertes santé », lesquelles opinions créent « une incitation à interagir davantage avec des personnes qui partagent les mêmes vues » (M-È. Maillé et J. Saint-Charles, 2014).

1.2. DE L'OPINION ET SA FABRIQUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Dans une approche générale, l'opinion est le sentiment d'un groupe social qui opine sur quelque objet mis en délibération. Quand on lui associe le qualificatif « publique », cette notion fonde le caractère démocratique d'une société disposée à laisser libre court à la pensée et à l'expression chez ses membres. En partant de cette définition, les débats porteront plus sur la neutralité ou la malléabilité de « l'opinion » (B. Gaïti, 2007). Ce qui nous intéresse ici, c'est plus la fabrique de l'opinion et son existence en tant qu'acteur faisant partie du jeu sociopolitique en Côte d'Ivoire puisque l'avènement des nouveaux médias lui donne une certaine force et reconnaissance. Nous puiserons ainsi chez A. Alaphilippe (2018) qui situe le processus de production des opinions sur deux ressorts dont l'un humain et l'autre algorithmique. Selon lui, l'être humain aime créer des affinités qui lui permettent de lire des points de vue qu'il partage plutôt que le contraire. Aussi, les plates-formes agissent-elles sur ce ressort humain qui est la consommation de contenu qui plaît. Les réseaux sociaux constituent de ce point de vue des espaces de production d'opinions autant que la télévision, la radiodiffusion et la presse écrite lorsque ces médias firent leur apparition.

1.3. QU'EST-CE QUE LA SANTÉ PUBLIQUE ?

L'historique de la notion de « santé publique » situe cette préoccupation sociale à l'aube de la société moderne occidentale lorsque dans leur grande majorité, les hommes sont ignorants de l'hygiène et du mode de propagation des infections. C'est la prévention des grandes endémies qui a conduit vers ce concept. Il s'en suivra une période révolutionnaire où l'assèchement des marais et la lutte contre les maladies contagieuses et du bétail s'avéraient nécessaires. Dans une approche holiste, la santé publique intègre diverses notions telles que l'environnement, l'histoire et la culture puisque les hommes et les maladies dont ils souffrent ne peuvent être séparés d'un contexte global administratif, politique et économique (G. Vigarello, 1999). Faire de la santé publique se résume à discerner les besoins et les problèmes d'une population en considérant celle-ci comme une partenaire à part entière. Ainsi la Maladie à Virus Ebola (MVE) et bien d'autres menaces sur la santé telles que la grippe aviaire, la fièvre lassa et la Dengue en émergence, incitent de plus en plus les pays africains à une mobilisation de ressources pour une prise en charge plus adaptée (A. Fortin et al., 2017). Cette mobilisation, pouvant être inscrite dans une matrice générale, inclue

des communications pour un changement de comportement sur les médias sociaux portant sur des proscriptions alimentaires, l'évacuation des ordures ménagères, le recours aux moustiquaires. Les concepts majeurs ainsi définis, quel dispositif méthodologique a-t-il permis de conduire l'étude ?

2. MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique adoptée emprunte à l'« Ethnographie virtuelle » (C. Hine, 2000). Sur cette base, il a été constitué un corpus de forums (CPI&CI = 36.000 membres ; Resopanacom= 30.000 membres ; Goumin-Goumin club = 653.000 membres). Sur ces plates-formes, 500 commentaires et partages archivés (M. Marcoccia, 2004) en lien avec les « alertes-santé » officielles du gouvernement ont été collectés dans la période comprise entre Janvier et Juin 2019. Une «Thick description» entendue comme l'explication des réactions en référence aux contextes de leur réalisation (H. Dumez, 2008) a permis de faire une analyse prototypique du corpus de données comportant dialogues et productions textuelles des usagers (R. Mucchielli, 2006 ; L. Negura 2006). Ce corpus a été pris tel qu'il apparaissait à l'écran afin d'en comprendre les significations sans tenir compte des caractéristiques sociodémographiques de ceux-ci (V. Berry, 2012). En sus de ces données primaires, une recherche documentaire portant sur le rôle des médias sociaux depuis leur avènement en Côte d'Ivoire a permis d'aboutir aux résultats articulés autour des points qui suivent.

3. LES MÉDIAS SOCIAUX EN CÔTE D'IVOIRE : DES ESPACES SOCIAUX MULTIFONCTIONNELS

Les réseaux sociaux numériques constituent en général des espaces sociaux multifonctionnels. Dans le cas ivoirien, nous retiendrons que ce sont des lieux de contribution au débat public, de mobilisation sociale et de rencontre marchande. Leur valeur ludique en fait aussi des lieux d'évasion. En convertissant les réseaux sociaux traditionnels en réseau numérique, ils se positionnent également comme reflet des mutations sociales.

Facebook en particulier est un réseau permettant aux usagers de publier du contenu et d'échanger des messages. Sa première vocation est d'être un espace public. Au plan politique, celui-ci correspondrait d'ailleurs tout à fait à la définition du philosophe J. Habermas (1978, 1992), selon laquelle il se résumerait en une sphère publique où s'exerce et se développe une critique du pouvoir à l'origine de l'émergence du débat politique (P. Flichy 2008). De ce point de vue, ce concept est intimement lié à l'exercice du débat public (C. Baeza et al, 2005) dans un cadre physique ou virtuel (ce qui suppose le recours aux médias) dans lequel divers acteurs individuels et

collectifs se réunissent pour discuter de préoccupations et d'intérêts communs (N. Crossley, 2005 ; S. Ouambi, 2017 ; R. Lecomte 2019). Ce réseau social occupe une place prépondérante dans la vie quotidienne des ivoiriens, des politiques et des institutions. En l'absence de tribunes d'expression sur la chose publique par les médias d'État depuis l'avènement de ce régime en 2011, beaucoup d'ivoiriens privilégient les informations sur les réseaux sociaux en dépit des fausses informations. Ces plateformes numériques leur offrent la latitude et la possibilité de s'exprimer librement sur l'actualité du moment en faisant des commentaires et en donnant leurs points de vue. Facebook devient ainsi leur première source d'information car l'actualité y est traitée de façon instantanée par rapport aux médias traditionnels et « l'affaire Soro » est le tout dernier épisode d'un jeu politique qui n'a eu cesse de s'agiter depuis ces 20 dernières années. Outre l'actualité socio-politique, les réseaux sociaux se révèlent aussi comme des espaces de rencontres marchandes. Toutes sortes d'articles y sont proposées et bon nombre d'ivoiriens commandent de plus en plus via les réseaux sociaux. Dans leur dimension ludique, les réseaux sociaux permettent de se distraire, de partager du contenu en distillant aussi une actualité décalée empreinte d'humour et de bonne humeur. Cette multifonctionnalité induit aussi la production d'opinions en réaction aux alertes gouvernementales comme nous le signifions plus haut. Comment donc les internautes ivoiriens réagissent à la communication de masse entreprise par les autorités en lien avec des problèmes de santé tels que la grippe aviaire, la MVE, la fièvre de lassa et la dengue ?

4. DES RÉACTIONS DIFFÉRENTIÉES FACE AUX « ALERTES SANTÉ »

L'analyse du corpus de données permet d'entrevoir différentes réactions face aux alertes du gouvernement ivoirien. Dans un ordre d'importance, ces réactions oscillent entre théories occidentales du complot, rejet et récupération politique, dérision et adhésion.

4.1. LA THÉORIE COMPLICITÉ OU DU BOUC ÉMISSAIRE : UNE VALEUR EXPLICATIVE MAJEURE DE L'ÉTIOLOGIE SO- CIALE

La théorie du complot fonctionne ici parallèlement avec celle du bouc émissaire et est une reviviscence des discours sur les rapports nord-sud datant de la période coloniale. En indexant le monde occidental comme dominateur et manipulateur des jeux politiques et économiques des contextes africains postcoloniaux, les occidentaux sont tancés vertement par les internautes ivoiriens d'être à l'origine des menaces sur la santé. Dans cette lecture des origines de la maladie, l'Afrique constitue un champ privilégié d'expérimentation de travaux chimiques de grands laboratoires

occidentaux dont les gouvernants africains sont soupçonnés d'être sous la domination, l'objectif étant de contrôler les ressources naturelles du continent. Une ingénierie fabriquée et entretenue par différentes plates-formes dans laquelle il apparaît une méconnaissance sinon le refus de la responsabilité locale dans le développement d'un environnement (physique et social) devenant de plus en plus pathogène du fait d'une hygiène précaire du cadre de vie et d'une politique de santé faiblement financée. Ainsi la prolifération des vecteurs de maladie (moustiques et divers autres insectes nuisibles) n'est pas reconnue comme émanant des comportements des acteurs locaux mais de l'économie capitaliste (pouvoir des lobbys et des firmes pharmaceutiques occidentales). *In extenso*, l'évacuation de la responsabilité locale s'illustre comme le produit d'une suspicion envers certains médias accusés d'inventer ou de diffuser les causalités pathologiques parmi les plus fantaisistes (consommation de viande noire, proximité avec les souris de maison...):

« Les dirigeants corrompus qui mettent souvent leurs peuples mal à l'aise préparez-vous. Le jugement dernier » ; « encore ????? On ne peut même pas faire une année sans qu'une nouvelle maladie arrive. Les occidentaux pfffff, chaque année, il y'a une nouvelle maladie. » « Ce sont des maudits. Ils feront tout mais inch allah. » « Dieu est grand il est avec nous, même si vous voulez, créez un virus dans l'air on va respirer. Dieu nous gardera. Mettez des maladies dans les mouches en même temps ».

Les discours officiels des gouvernants ne semblent plus convaincre tant les acteurs sociaux sont convaincus de leur absurdité (les discours). Ces discours apparaissent d'autant plus ridicules que la viande noire figurant parmi les protéines animales les plus appréciées des ivoiriens n'a jamais constitué une menace sur la santé et la proximité avec certains rongeurs notamment les souris de maison, supposés vecteurs de maladie ne date pas d'aujourd'hui. Comment donc postuler pour un changement d'habitudes alimentaires et de rapports à l'environnement durablement incrustées si ce n'est en trouvant un bouc émissaire. Comme partout ailleurs et dans divers autres domaines, le complotisme ivoirien prospère grâce au déficit de réponse des autorités sur les origines des problèmes de santé qui ont fait leur apparition dans le pays durant ces deux dernières décennies (2000-2020) et la lenteur perçue chez les gouvernants à solutionner durablement ces menaces milite bien en faveur des hypothèses mêmes les moins probables. Bien d'exemples illustrent ces propos. On se souvient que dès son avènement et même aujourd'hui encore, le VIH continue d'être perçu par certains phytothérapeutes ivoiriens comme un produit de laboratoires occidentaux destiné à contrôler la démographie à travers l'industrie du préservatif (Irigo et *al.*, 2019). Plus récemment, le leader du « Coupé décalé » DJ Arafat dont les idoles ne pouvaient admettre la mort ont dû profaner la tombe afin de s'en convaincre. On ne saurait être surpris puisqu' :

Agissant comme des drogues dures, les théories du complot viennent combler un manque de sens et un vide interprétatif. Au nom de la liberté d'expression et du

droit au doute, elles falsifient les événements, déforment les faits et mettent la vérité en péril. Le complotiste n'est pas un paranoïaque qu'on aurait laissé en liberté, ni un amoureux de la vérité, c'est un homme enfermé dans un discours politique. Le complotisme a ses ingénieurs et ses idiots utiles. Il a surtout ses imbéciles » (R. Reichstadt, 2019, p.1).

Par ailleurs, la fabrique du complot semble déboucher sur un ensemble de réactions négatives dont certaines vont jusqu'à un déni des menaces.

4.2. REJET ET INSTRUMENTALISATION DES ALERTES : ENTRE DÉNÉGATION ET OPPORTUNISME POLITIQUE

Cet ensemble de réactions négatives s'expriment de différentes manières dont des critiques virulentes, des remises en cause de la politique de santé publique en montrant les limites et une récupération politique. Le rejet des alertes s'exprime par une négation pure et simple des menaces. Pour ces internautes, il n'y aurait aucune menace sur la santé et les discours vulgarisés sur les réseaux sociaux par le gouvernement du président Ouattara n'auraient eu juste pour objectif que d'attirer sur lui la sympathie des électeurs lors des joutes électorales locales et présidentielles de 2015. Plusieurs posts ont ainsi assimilé les alertes à un « gros traquenard » inscrit dans un projet naturo-environnementaliste d'envergure (A. Desclaux et J. Anoko, 2017). C'est le cas de la MVE dont l'avènement avait été interprété comme une politique de protection des espèces sauvages en voie de disparition. La notification de centaines de cas chez le voisin guinéen n'avait même pas ému certains internautes qui à travers des posts divulguaient l'information selon laquelle, la Côte d'Ivoire ne connaîtrait jamais la maladie dans la mesure où le régime en place avait payé la « dime » aux puissances occidentales soupçonnées d'être la cause des malheurs de la Guinée. Les critiques formulées à l'endroit des gouvernants ivoiriens perçoivent les alertes comme une incapacité de l'Etat à garantir ses fonctions régaliennes à travers un minimum de protection aux citoyens. En convoquant la santé publique dans le champ politique, les internautes entendaient ainsi réagir à la gouvernance du président Ouattara dont le régime est jugé autoritaire et répressif à l'endroit de l'opposition politique mais aussi des libertés individuelles. Les réactions d'instrumentalisation de la menace pathogène tendent alors à comparer le régime politique en place à ceux qui l'ont précédé et ceux-ci sont jugés meilleurs. Ainsi, si l'émergence de pathologies sous son mandat à la magistrature suprême ne lui est pas purement et simplement imputée, il lui est reproché son attentisme sinon sa volonté de sacrifier les populations face au drame des endémies : « Le silence du gouvernement est troublant »; « Bande d'incapables »; « C'est parce que le régime politique a profané les terres ivoiriennes qu'on a tout ça, sinon on ne connaissait pas ça avant ». De fait, si la récupération fait partie de tout jeu politique, en Côte d'Ivoire, elle se retrouve mêlée à tous les événements et faits de société même les plus tragiques. Comme

éléments d'illustrations, on se souvient que la question foncière perçue par nombre d'observateurs du jeu politique ivoirien comme l'un des acteurs cristallisant les tensions communautaires avait été sur-politisée à travers une instrumentalisation des différends et des conflits fonciers par l'action législative de l'État (J-P. Chauveau, 2000). Cette question foncière s'est depuis ces dernières années retrouvée au cœur d'une compétition politique provoquant des confrontations de plus en plus violentes et récupérant des lois de la République dans le but de « tirer parti non des idées démocratiques mais de certaines forces sociales faciles à mobiliser » (O. Dembele, 2003, p. 6). Même une activité ludique et aussi populaire que le football, dont on pouvait penser qu'il pouvait prendre une part active dans le resserrement des liens dans un tissu social déchiré, n'y a pas échappé. Ainsi, la rencontre Chelsea-Barcelone dont les enjeux semblaient se situer loin des frontières ivoiriennes et qui avait été remportée par Barcelone où l'ivoirien Yaya Touré était sociétaire avait elle aussi été récupérée par un entrepreneuriat politique voyant là une occasion de promotion communautaire du nord du pays (A. Kamaté et R. Banégas, 2010). Plus récemment en 2019, les obsèques du roi du « coupé décalé », DJ Arafat, capteront elles-aussi l'attention des internautes ivoiriens. En témoigne cette publication sur un blog :

Pourquoi cette promptitude au plus haut sommet pour les obsèques de DJ Arafat quand on sait que plusieurs artistes et non des moindres sont morts et parfois dans l'indifférence totale. Est-ce le début d'une prise en charge de tous les artistes, à commencer par ceux qui sont malades et qui éprouvent mille et une difficultés pour se soigner? Certains estiment que c'est parce que le Daïshikan est entré dans la Franc maçonnerie et que ses «parrains», au sommet de l'Etat veulent lui rendre un dernier hommage. Pendant ce temps, d'autres personnes pensent plutôt à une récupération politique, vu que ce sont plus de 20.000 jeunes qui se reconnaissent en Yôrôbô¹

Ces différents exemples montrent comment en Côte d'Ivoire, presque tous les événements sont de manière générale rattachés à la politique et les actions des gouvernants ne sont jamais perçues comme dépourvues de calculs électoralistes. Cependant dans le cas des alertes de santé publique, on enregistre des réactions positives et celles-ci se manifestent de différentes manières.

4.3. L'ADHÉSION AUX ALERTES PAR UN SYSTÈME DE PARTAGE

Les réactions positives se manifestent par des remerciements, encouragements, partages de l'alerte et parfois des demandes de détails sur l'alerte au cas où elle (l'alerte) paraîtrait plus ou moins confuse. Ces partages de posts en vue de prévenir les proches et amis des menaces sur la santé semblent fonctionner dans le cas ivoirien comme des formes sociales de mobilisations collectives face aux événements jugés douloureux. Le partage du *post* postule alors l'adhésion de celui

¹ « Yôrôbô » est le nom de scène de DJ Arafat, C'est sous ce nom que l'artiste est le plus connu en Côte d'Ivoire.

qui le partage dans la mesure où selon le principe du « Web 2.0 », « partager c'est aimer » (H. M. Bădău, 2018, p. 2). Différents réseaux de relation (« CPI&CI = 36.000 membres » ; « Resopanacom = 30.000 membres » ; « Goumin-Goumin club = 653.000 membres »), en pleine expansion en Côte d'Ivoire fonctionnent sur des bases d'idéologies sociopolitiques construites en marge de la politique du régime de Ouattara Alassane. Aussi les menaces sur la santé qu'on impute à celui-ci attirent la sympathie des individus insérés dans ces systèmes de relation et sont d'emblée acceptés, appréciés et partagés parfois sans émettre quelques doutes sur leur fiabilité car comme le montre H. M. Bădău (op cit), la valeur de la relation sociale est perçue comme « plus importante que celle de l'information, lorsqu'il s'agit d'apprécier et de valider le contenu mis en réseau. C'est un changement déterminé par l'apparition de la notion « d'Ami » sur Facebook. Désormais, ce qui compte, « c'est qui écrit, non pas ce qu'on écrit » (p.1).

4.4. DÉRISION ET AUTODÉRISION, AUTRES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES RÉACTIONS SOCIALES

En Côte d'Ivoire, la dérision par l'humour est une manifestation verbale et écrite, tout en fonctionnant « comme une instance de validation des formes d'expression que l'on pourrait, a priori, traiter de marginales et classer comme telles » (C. R. Tidou, 2016, p. 131), se retrouve dans toutes les instances de la vie sociale. Du champ politique au système de rapports interethniques à valeur anthropologique en passant par les interactions quotidiennes, tout y passe. Le rendez-vous annuel des humoristes ivoiriens et autres africains « Bonjour... » s'est constitué en acteur majeur de la célébration de l'autodérision en chaque fin décembre. En effet, les faits de société qui ont marqué l'année y sont repassés au crible de l'humour et au prisme de l'évolution de la conjoncture politique. La fabrique des opinions en lien avec la santé publique dont nous traitons dans cette étude a aussi fait l'objet de sketches lors de certaines de ces célébrations. La dérision y est montrée par une transformation des dénominations de ces maladies en lien avec des noms bien connus du lexique local ce à travers diverses figures de rhétorique. Dans l'optique d'amuser, il s'agit pour les internautes de mettre en exergue la dimension loufoque des modes de contamination de certaines de ces maladies mais aussi des injonctions médicales supposées prophylactiques qui leur sont associées :

« Ebola = **Deborah** » ;

« Fièvre de LASSA = **Lassina** » ;

Interdiction de consommer la volaille = interdiction de consommer tout ce qui vole même l'**Avion**... »

« Mais si c'est une maladie causée par les souris, nous sommes tous morts, dans les sicogis c'est abominable, dans chaque maison de marcori à Port-bouet en passant à Yopougon, c'est horrible, mais ce sont nos voisins, frères, amis et locataires. Elles dorment avec nous,

au secours. » ; «

« Nous-même nous savions qu'ALASSane était une épidémie ; Pardonnez, les mangeurs de chat ne mangez plus nos chats. On a besoin d'eux pour éradiquer le virus lassa. Merci pour la compréhension.... »

A ce niveau de l'analyse, on observe que différentes réactions sont observées face aux alertes de santé publique. Si elles n'ont pas la même teneur, l'on n'a aussi pu faire le constat d'une variation de ces réactions. Qu'est-ce qui détermine donc ce caractère dynamique des réactions des internautes ?

5. UNE VARIATION DES RÉACTIONS : LE NÉCESSAIRE BESOIN D'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

L'analyse du corpus de données nous permet d'enregistrer une variation des réactions en fonction de la perception de la réalité ou non des menaces. Cette perception est construite en fonction de la notification de cas où des rumeurs qui circulent autour de la menace endémique. Plus les rumeurs persistent, plus les internautes semblent croire en la réalité de la menace et dans ce cas, ils relaient encore plus l'information à travers plus de partage sur les médias sociaux. Aussi, faut-il constater que les alertes à la maladies bien qu'étant utiles pour les populations sont souvent mal comprises par les utilisateurs des réseaux sociaux. Ce manque de considérations pour des problèmes ayant trait à la santé et à la survie montre que le canal de transmission de ces alertes est mal compris par les utilisateurs. Théoriquement, Internet pourrait ainsi permettre d'envisager des interventions mieux adaptées aux caractéristiques de certains segments de la population, moins touchés par les médiums « grand public » habituels. De plus, s'il est difficile d'adapter le niveau de discours d'un dépliant imprimé à divers groupes de lecteurs, il en va tout autrement d'une version électronique dont le propos et la forme pourraient être déclinés en fonction des publics (C. Giroux, 2009, p. 71). L'approche que les ivoiriens ont des réseaux sociaux biaise leur analyse. L'utilisation à des fins ludiques des réseaux sociaux fait perdre le potentiel informationnel de cet espace. Alors qu'il est un moyen important de communication. Cet état de fait pose le problème de l'éducation aux médias, c'est-à-dire comment tirer le meilleur parti de l'utilisation des réseaux sociaux. Car comme nous le disions plus haut, les médias agissent sur la construction de l'opinion publique (C. Gautellier, 2010). En ce qui concerne les alertes santé, si l'opinion publique les déconstruit sur les réseaux sociaux, cela pourrait constituer une réelle menace. L'enjeu de l'éducation aux médias est de développer le sens critique des utilisateurs des réseaux sociaux. Ce type d'éducation a pour objet de structurer la pensée critique pour permettre aux utilisateurs d'avoir un jugement autonome sur le flux important d'informations qui défilent sur les medias. Ainsi, cette éducation doit participer à la construction de citoyens actifs et responsables. F. Audebrand (2010)

perçoit l'éducation aux médias comme un « impératif éducatif ». La perception des réalités sociales par le prisme des réseaux sociaux fait courir le risque de la « *culture de l'information biaisée* » qui est le fait de ne pas être suffisamment critique vis-à-vis de l'information. Ainsi, des informations importantes voire capitales pour la santé publique peuvent être mal interprétées par les utilisateurs des réseaux sociaux et conduire à une désinformation. Les effets pervers des alertes santé, comme observés en Côte d'Ivoire, doivent interpeller les pouvoirs publics. Les sujets de santé publique sont suffisamment importants pour que les pouvoirs publics les prennent en compte et préconisent des efforts d'éducation aux médias, le lien entre santé et développement n'étant plus à discuter.

Quoi qu'il en soit, il faut comprendre les réactions des internautes ivoiriens face aux menaces sur la santé publique comme le reflet des peurs sociales face à des problèmes de santé jusque-là méconnus d'eux et les espaces virtuels sont devenus le défiloir pour des acteurs sociaux désenchantés des politiques publiques de plus en plus perçues comme infertiles. Cependant les réactions sociales de complotisme, de rejet ou d'instrumentalisation des alertes et de dérision si elles tendent parfois à banaliser ces problèmes de santé, elles laissent entrevoir une nouvelle représentation sociale de la maladie sur les réseaux sociaux et celle-ci semble fonctionner en marge du modèle africain de l'étiologie sociale.

6. VERS UN CONTRE-CULTURALISME DANS L'ÉTILOGIE SOCIALE

Depuis leur avènement, la sociologie et l'anthropologie de la santé ont situé au cœur de leurs analyses la quête du sens et de l'origine du mal lorsque celui-ci survient. Selon ces deux disciplines, si pour l'Africain il existe une diversité de systèmes d'interprétation de la maladie, il est une caractéristique générale selon laquelle des interprétations persécutives, dont la sorcellerie est l'archétype, ont toujours été évoquées (M. Augé, 1984). Cela n'occulte pas pour autant l'explication de type empirique chez l'Africain (le nourrisson souffre de malnutrition parce qu'un charognard a survolé sa maison, l'enfant a des vers parce qu'il mange trop de sucreries, le lépreux est malade parce qu'un interdit a été rompu, le fœtus peut ne pas se développer convenablement parce que la gestante a pris une douche trop tard dans la nuit...). Mais face aux caractères de gravité, de durée, de répétition ou d'inattendu perçus de la maladie, l'identification de l'une des quatre modalités d'agression notamment la vengeance d'un ancêtre, la possession par un esprit, le maléfice d'un humain, l'attaque par un sorcier est automatique (D. Fassin, 1990). C'est cet invariant dans la représentation de la cause du mal en Afrique qui fait dire à D. Séry et G. Tapé (1995) que « notre santé dépend de notre vision du monde, je dirais de notre culture » (p. 43). Cette thèse culturaliste de la santé chez ces deux

auteurs semble penser la culture dans une approche a-historique comme un corpus stable et clos de représentations, de croyances ou de symboles (J-P.O. De Sardan, 2010). De ce point de vue, comment donc expliquer l'évacuation pure et simple de toutes les instances culturelles (magico-religieuses) dans l'étiologie sociale actuelle des endémies telles que la grippe Aviaire, la MVE, la fièvre de Lassa et la fièvre dengue ? En effet sur les réseaux sociaux, les commentaires et les *posts* ne situent pas la persécution humaine sorcière ou la rupture d'un interdit social ou alimentaire comme origine de ces endémies. Les internautes ivoiriens s'accordent plus ou moins sur le fait que ces menaces sont toutes d'origine occidentale et si persécution il y'a, elle ne relève nullement du magico-religieux comme il est culturellement admis en Afrique mais que de la manipulation de germes dont les chimistes eux-mêmes ne maîtriseraient plus les résultats. En faisant donc émerger une causalité scientifique de la maladie, *in extenso*, produit du conspirationisme occidental, ces problèmes de santé méconnus des acteurs sociaux semblent faire fonctionner une nouvelle théorie de l'étiologie sociale en rupture avec celles traditionnelles africaines de la causalité du mal.

CONCLUSION

La présente étude nous a permis d'identifier les réactions sociales face aux alertes du gouvernement ivoirien en lien avec les "nouvelles" menaces endémiques en Côte d'Ivoire. Les réseaux sociaux constituant une force majeure dans la fabrique des opinions dans le pays, les internautes y situent un complot occidental comme origine des endémies notamment la grippe aviaire, la MVE, la fièvre de lassa et la Dengue. *En sus* de cette représentation socio-étiologique, on note des réactions de rejet, de récupération politique ou de dérision. Ces réactions, somme toute, inattendues face à des problèmes de santé qui ont fait de nombreuses victimes aussi bien dans le pays (hormis la MVE) qu'outre frontière, devraient inciter les autorités ivoiriennes à entreprendre une éducation aux médias en amont et aval des communications pour un changement de comportement. En excluant les théories anciennes de la causalité des maux en Afrique, les réactions des internautes semblent laisser entrevoir un courant contre-culturaliste qui pourrait être le reflet de nouvelles mutations dans l'idéologie du mal.

BIBLIOGRAPHIE

ALAPHILIPPE Alexandre, 2018, « Les réseaux sociaux et la fabrique des opinions. Enjeux », Intervention au colloque *Fake news, fabrique des opinions et démocratie*, 20 Juin 2018,

www.fondation-res-publica.org > Fake-news-fabrique-d..., Consulté le 17 Novembre 2019

AUDEBRAND Francois, 2010, « L'éducation aux nouveaux médias, un impératif éducatif », *Santé Publique*, Hors-série-2 Vol 21, p. 21-29.

AUGÉ Marc, 1984, *Ordre biologique, ordre sociologique, la maladie forme élémentaire de l'événement*, « Le sens du mal », Paris, Éditions des archives contemporaines, 378p.

BĂDĂU Horea Mihai, 2018, « Les enjeux éthiques de la communication de l'information d'actualité sur les blogs et réseaux sociaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, Online since 01 January 2018, connection on 22 September 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/3527> ; DOI : 10.4000/rfsic.3527, consulté le 15 Novembre 2019.

BAEZA Cecilia, BONNEFOY Laurent et THIOULET Hélène, 2005, «L'invention de la contestation transnationale par les forums et sommets : la naissance d'un "espace public mondial"», *Raisons politiques*, n° 19, Août-septembre, p. 25-43.

BERRY Vincent, 2012, « Ethnographie sur Internet : rendre compte du «virtuel», *Les Sciences de l'éducation*, Pour l'Ère nouvelle, vol. 45, n°4, p 35-58.

BEUSCART Jean-Samuel, DAGIRAL Eric et PARASIE Sylvain, 2016, *Sociologie d'internet*, Malakoff, Armand colin, Coll. « Cursus », Paris, 222 P.

CARDON Dominique, 2011, « Réseaux sociaux de l'Internet », In: *Communications*, 88, 2011. Cultures du numérique. pp. 141-148; doi <https://doi.org/10.3406/comm.2011.2594> Réseaux sociaux de l'Internet - Persée

CHAUVEAU Jean-pierre, 2000, Question foncière et construction nationale en côte d'ivoire, Les enjeux silencieux d'un coup d'État, Editions Karthala | « Politique africaine», N° 78 | pages 94 à 125, Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-2-page-94.htm>

Chiffres Facebook Côte d'Ivoire 2019: Données utilisateurs, tendances, analyse, <https://auresimo.com> > [Marketing digital](#) > [medias sociaux](#).

COEN Philippe, 2017, *Internet contre Internhate plaidoyer pour le respect. 50 propositions pour détoxifier les réseaux sociaux*, Éditions au Bord de l'eau, 120 p.

CROSSLEY Nick, 2005, « Public Sphere », *Key Concepts in Critical Social Theory*, Thousand Oaks, SAGE, 352 p.

DAGNOGO Gnere Blama , 2018, « Du réseau social traditionnel au réseau social numérique : pistes de réflexion pour une éducation aux médias sociaux numériques en Côte d'Ivoire », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, mis en ligne le 05 février 2018, URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/3495> ;

DOI : 10.4000/rfsic.3495, Consulté le 02 décembre 2019.

DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2010, « Le culturalisme traditionaliste africaniste », *Cahiers d'études africaines*, mis en ligne le 02 janvier 2013, URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/16181>; DOI : 10.4000/etudesafricaines.16181, consulté le 11 janvier 2020.

DEMBELE Ousmane, 2003, « Côte d'Ivoire : La fracture communautaire », *Politique africaine*, Editions Karthala, N° 89, p. 34-48, Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-1-page-34.htm>, consulté le 26 Décembre 2019.

DESCLAUX Alice et Julienne Anoko, 2017, « L'anthropologie engagée dans la lutte contre ebola (2014-2016) : approches, contributions et nouvelles questions », *Santé Publique*, Vol. 29 | p.477-485, Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2017-4-page-477.htm>, Consulté le 13 Octobre 2019.

DUMEZ Hervé, 2008, « L'ethnographie virtuelle: reconstituer le contexte des interactions en ligne », *Le Libellio d'AEGIS*, Libellio d'AEGIS, 4 (1), p. 39-43.

FASSIN Didier, 1990, « Maladies et médecine » in *Sociétés, développement et santé*, Paris, les éditions Ellipses, Collection Medecine tropicale, p. 38-49.

FLICHY Patrice, 2008, « Internet et le débat démocratique », *Réseaux 2008/4*, n° 150, p.159- 185.

FORTIN Anne, BENIE BI Joseph Vroh, ABDELKRIM Soulimane, 2017, « Les enseignements de l'épidémie d'Ebola, pour une meilleure préparation aux urgences », *Santé publique*, volume 29 / N° 4 - juillet-août,

[www.cairn.info > load_pdf](http://www.cairn.info/load_pdf), Consulté 17 Octobre 2019.

GAÏTI Brigitte, 2007, « L'opinion », *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Encyclopédia Universalis et Albin Michel, p. 569-571.

GALY Michel, 2005, « Qui gouverne la Côte-d'Ivoire ? » *Internalisation et internationalisation d'une crise politico-militaire*, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2005-4-page-793.htm>, Consulté le 25 Novembre 2019.

GAUTELLIER Christian, 2010, « Consommation médiatique des jeunes, un double enjeu d'éducation et de régulation », *Les cahiers dynamiques*, n° 47, p. 38-48.

GIROUX Claude, 2009, « l'utilisation de l'internet dans les campagnes publicitaires de promotion de la santé : l'expérience du Québec », *Santé Publique*, Hors-série-2 Vol 21, p. 65-72.

HABERMAS Jürgen, 1978, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

HABERMAS Jürgen, 1992, *L'espace public, 30 ans après, Quaderni*, n° 18, p. 161-191. DOI : [10.3406/quad.1992.977](https://doi.org/10.3406/quad.1992.977), Consulté le 14 Novembre 2019, Consulté le 14 Novembre 2019.

HINE Christine, 2000, *Virtual ethnography*. Londre: Sage Publications, 175 p.

IRIGO Gbété Jean Martin, OGA Aimé César Maxim et COULIBALY Mathieu Hermann, 2018, « Perception de la cure face au VIH chez les thérapeutes de Côte d'Ivoire », *Aegyptia, Revue africaine de philosophie et des sciences de l'homme*, N° 001, p.139-166.

Jeune Afrique : Côte d'Ivoire : deux journaux d'opposition suspendus, 15 décembre 2017 à 12h39 | Par *Anna Sylvestre-Treiner*.

KAMATÉ Abdramane et BANÉGAS Richard, 2010, « Football, clivages identitaires et conflit politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, Editions Karthala, N° 118, p. 85- 102, Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2010-2-page-85.htm>

KAMGA Osee, 2019, « Difficile émergence d'un journalisme objectif en Afrique », *Communication* [En ligne], vol. 36/1, mis en ligne le 16 avril 2019, Consulté le 14 Octobre 2019.

KOFFI Hamanys Broux De Ismael, AGNEY Ahou Florence et AKREGBOU Boua Paulin Sylvain, 2018, « Facebook en Côte d'Ivoire : nouvel espace d'expression et de pression des citoyens sur le gouvernement ? » In *Actes du colloque international, Réseaux sociaux traces numériques communication électronique*, p. 419-429.

LEBLANC Daniel, 2013, « Étude ethnographique virtuelle de l'expérience des HARSAH interagissant avec l'organisme communautaire de santé RÉZO sur Facebook », *Communiquer*, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/528> ; DOI : 10.4000/communiquer.528, Consulté le 14 Novembre 2019

LECOMTE Romain, 2019, « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux », *L'Année du Maghreb* [Online], VII | 2011, Online since 01 January 2013, connection on 22 September 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/1288> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.1288 ?, Consulté le 16 Décembre 2019.

MARCOCCIA Michel, 2009, *L'analyse conversationnelle des forums de discussion : questionnements méthodologiques*, Les Carnets du Cediscor [En ligne], 8 | 2004, mis en ligne le 01 novembre 2006, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/220>

MERRA Lucile, 2013, *Pour une sociologie des médias sociaux. Internet et la révolution médiatique : nouveaux médias et interactions*, Thèse de doctorat de

sociologie, Paris Sorbonne Cité - Paris Descartes, 395p. Français. fftel01143685f, Consulté le 17 Décembre 2019.

NEGURA Lilian, 2006, « L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales » in *Sociologies*, [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 22 octobre 2006, consulté le 18 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/993>, Consulté le 26 Octobre 2019

OUAMBI Iyakba Serge, 2017, « Réseaux sociaux : impact sur la gouvernance électorale au Tchad », Mémoire de Master Sous la direction de Madame Françoise Boursin, Professeur émérite des Universités, CELSA Paris-Sorbonne et Monsieur Jean-Emmanuel Paillon, Directeur général délégué à l'administration, INRIA, Consulté le 30 Octobre 2019.

PHILOSOPHIE ET DES
SCIENCES DE L'HOMME

éditée par

prunaf/ardoc endogène

presses universitaires d'afrique/agence de

recherche et de production documentaire endogène

aegyptia

revue africaine de

philosophie et des

sciences de l'homme

REICHSTADT Rudy, 2019, *L'opium Des Imbéciles - Essai Sur La Question Complotiste* –

www.grasset.fr › [lopium-des-imbeciles-9782246814689](http://www.grasset.fr/lopium-des-imbeciles-9782246814689), Consulté le 28 Novembre 2019

SÉRY Dedy et TAPÉ Gauzé, 1995, « Sida et procréation en Côte d'Ivoire: le cas d'Abidjan », *Projet National de Lutte contre le Sida (PNLS)/ Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS)*, 56 p.

TIDOU Christian Rodrigue, 2016, « Par l'humour et pour le rire ou les influences orales de l'humour citadin sur le français parlé à abidjan » *Le français en Afrique* N°30, www.unice.fr › bcl › ofcaf › TIDOU, P. 120-132, Consulté le 20 Novembre 2019.

TRUDEL Pierre, 2018, « Les risques des réseaux sociaux »,

<https://www.ledevoir.com> > Opinion>chronique, Consulté le 28 Octobre 2019.

VIDAL Claudine, 2002, « La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990–2003 », www.academia.edu... », Consulté le 24 Septembre 2019.

VIGARELO Georges, 1999, *Histoire des pratiques de santé, le sain et le malsain depuis le moyen âge*, Paris, Éd du seuil, 390 p.